



Plaidoyer en faveur d'une LOI d'Orientation Agricole au Cameroun

Rapport de la consultation avec les conseillers municipaux dans les régions du Littoral, de l'Ouest et du Sud

1. Introduction.

Depuis l'indépendance du Cameroun, le secteur agricole est sujet à des multiples mutations qui témoignent de son instabilité structurelle et fonctionnelle. Ces mutations surtout celles liées à la libéralisation, ont supprimé les mécanismes de régulation dans l'agriculture et surtout dans les exploitations familiales agricoles.



Le Gouvernement du Cameroun à travers l'analyse de ses politiques de développement constate que l'agriculture est malade et structurellement incapable désormais de nourrir la population camerounaise (DSCE, 09 et la stratégie de développement du secteur rural, 2005).

Le désengagement de l'Etat et les crises économiques successives ont donné le coup de grâce aux activités de production et de commercialisation des produits agricoles locaux d'où l'explosion de l'importation des denrées alimentaires. Les importations sont passées de 850.000 à 6 millions de tonnes entre 2004 et 2009 au Cameroun, selon des données actualisées de la Direction Générale des Douanes (Afrique avenir, 2010).

La libéralisation a favorisé l'émergence des nouvelles pratiques basées sur la négociation et l'établissement de liens contractuels entre acteurs, mais on a aussi noté l'augmentation de la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans les familles agricoles et les ménages vulnérables du Cameroun (OMC, 2001). Ce qui s'est traduit par les émeutes de la faim de 2008.

Plusieurs projets mise en œuvre à travers le DSDSR n'ont véritablement rien changé au secteur agricole, car les prix des produits agricoles dans les marchés vont croissant. En cette fin d'année d'ailleurs une flambée des prix fait rage. Selon le DSCE c'est l'environnement institutionnel qui demeure peu propice au développement du secteur agricole section 3.2/3.2.1/1.8.4.

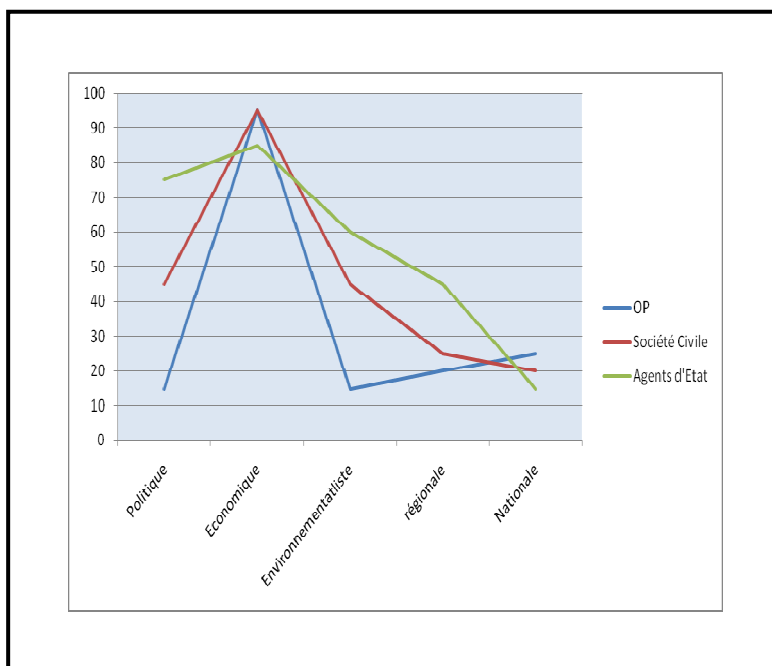
Pour contribuer à l'amélioration de l'environnement institutionnel de l'agriculture, le COSADER avec l'appui du PASOC organise depuis 2009 des consultations avec les acteurs agricoles pour l'élaboration et l'adoption d'une LOI d'Orientation Agricole au Cameroun. La

première série de ces consultations était destinée aux organisations paysannes et la société civile. La deuxième série des consultations dans les régions destinée aux élus locaux permettent d'enrichir les résultats des consultations paysannes à travers des propositions concrètes pouvant servir de contenu à la loi.

Les consultations se sont tenues dans les villes d'Edéa région du littoral, Bafoussam région de l'Ouest et Zoétélé région du Sud. Ces consultations, bien que destinées aux conseillers municipaux, ont enregistré la participation d'autres intervenants, venus des OP, des GIC, des associations et des ONG.

2. Déroulement des travaux

Dans les trois régions (Littoral, Ouest et Sud) où a eu lieu le plaidoyer, les consultations ont démarré par la présentation des participants et de leurs attentes. Cette séquence, animée par Mr. Jean Emile SONG, avait pour objet d'apprécier le niveau de compréhension de la problématique par les participants et de faire la revue de la politique agricole depuis l'indépendance jusqu'à nos jours.



Répondant à la question récurrente sur la vision de l'agriculture actuelle, Mr. Jean Emile SONG est revenu longuement sur les résultats de l'enquête menée en 2009 sous le thème Perception de l'agriculture camerounaise :

La vision de l'agriculture

Politique : *L'agriculture est considérée comme une activité économique parmi d'autres. Elle est la source d'une production de richesse et participe au bon fonctionnement de la société. La fonction de refuge de valeurs culturelles, dont certaines ont une expression territoriale, lui est reconnue. Elle est un secteur important de préservation et de création d'emplois directs et indirects par le biais de la diversification (salarariat à temps partiel). Elle participe à la création de paysages. Elle est enfin considérée comme un puissant instrument de structuration et d'aménagement du territoire.*

A ce titre, l'agriculture constitue un secteur privilégié pour l'intervention publique dont la finalité est de provoquer un impact économique, social et environnemental fort.

Ce point de vue est porté logiquement par les agents de l'Etat interviewées, mais aussi par une organisation professionnelle agricole.

Economique: *La fonction centrale de l'agriculture est de produire des aliments et des richesses. Elle doit « nourrir un peuple », en commençant par l'agriculteur et sa famille.*

Pour cela, elle doit être performante (productive) mais elle peut être également diversifiée et associée à des activités non agricoles permettant d'accroître la valeur produite. Les impacts environnementaux négatifs sont à relativiser compte tenu du rôle stratégique de l'agriculture. L'agriculture a par ailleurs un rôle important sur le plan culturel. Elle joue un rôle de mémoire. Cette conception a été portée plus spécialement par les agents de l'Etat, la société civile et les organisations paysannes.

Environnementaliste et Nourricière : C'est surtout la fonction de conservation de l'espace et de préservation de la biodiversité de l'agriculture qui est mise en avant. Elle entretient une relation conflictuelle avec l'environnement qu'elle protège mais aussi qu'elle menace. En fait, elle constitue un moindre mal sachant que la solution idéale serait l'absence totale d'utilisation du milieu. L'agriculture pratiquée doit être non polluante, permettre un bon contrôle de l'érosion et ne pas faire l'objet d'aménagements destructeurs du milieu. Par ailleurs, il est reconnu à l'agriculture un rôle important dans l'alimentation des communautés. Cette conception est portée particulièrement par les agents de l'Etat les OP et la société civile les organisations.

Le cadre de la consultation désormais clarifié, les autres points au programme ont été traités.

2.1 Présentation de la nécessité de la LOA

Cette séquence dans les consultations a pour objectif de répondre à la question ***pourquoi une Loi d'Orientation Agricole ?*** Mr. SONG a pris la parole pour rappeler la place de des acteurs agricoles dans l'agriculture du Cameroun. Ici, il a dit qu'il faut pouvoir travailler pour positionner l'agriculture dans le développement national, cela implique intégration de la notion de professions agricoles ou métiers agricoles.



En effet depuis 1960, les stratégies de développement agricole ne prennent pas suffisamment en compte les intérêts des acteurs. Malgré de nombreuses initiatives, les acteurs agricoles ne sont pas associés au processus d'élaboration des politiques agricoles.

Parlant du processus d'élaboration de la loi, Mr. SONG a dit que c'est une réalisation concertée entre l'Etat et les acteurs agricoles et jusqu'ici, le COSADER est seul à plaider au niveau national pour l'adoption de cette loi.

Une LOA est aussi une opportunité d'ouverture de nouvelles perspectives pour l'agriculture Camerounaise. Elle contribue largement au renforcement de sa compétitivité.

A chaque consultation régionale, il a conclu en disant que cette question sera traitée en profondeur à la consultation nationale.

A la suite de cette séquence les interventions ont tourné autour des préoccupations suivantes :

- **Littoral** : comment faire pour revenir au contexte avant le désengagement de l'état ou les agriculteurs avaient un encadrement continu ?
- **Ouest** : Multiplicité des acteurs dans les filières agricoles et l'absence des services communaux en charges de l'agriculture.
- **Sud** : le développement de l'agriculture des élites.

Des réponses données par les intervenants nous retiendrons que, la politique agricole actuelle du Cameroun ne permet pas le développement de l'agriculture car elle n'a pas de cadre qui permet son adaptation changement socio économique d'où la nécessité de la LOA pour corriger ce manque.

2.2 Enjeux de la LOA

La séquence a abordé de manière sommaire les questions essentielles que posent les conseillers et d'autres cibles de notre plaidoyer :

- a. Une LOA pourquoi ?
- b. Qui souhaite la LOA ?

Selon Mr. SONG, les mécanismes de mise en œuvre des projets et programmes agricoles depuis les indépendances n'épousent pas suffisamment le contexte socioéconomique du Cameroun. Les pays africains qui ont adoptés cette LOA ont compris la faillite de ces mécanismes et ils ont procédé par des processus différents, mais l'intérêt était partagé par les acteurs agricoles et les l'Etat. Dans ces pays, le processus est soutenu par le Gouvernement. Au Cameroun l'initiative à été prise par la société civile.

Cette présentation a enregistré de très nombreuses réactions :

- **Littoral** : comment procédé effectivement pour atteindre l'objectif visé c-à-d faire adopter une LOA par les députés ?
- **Ouest** : comment renforcer la légitimité de ce plaidoyer ? comment attirer le gouvernement dans ce plaidoyer ?
- **Sud** : comment faire participer les députés à ce plaidoyer ?

Les réponses on été apportées à ces questions, mais nous retiendrons le rappel fait du contexte (*L'environnement institutionnel demeure peu propice au développement du secteur agricole selon l'analyse du DSCE section 3.2/3.2.1/1.8.4. Cette contrainte est le problème majeur devant être traité par le plaidoyer*) et des résultats attendus de ce plaidoyer (*Multiplier les consultations dans les dix régions du Cameroun, Accroître les partenariats, Intensifier le lobbying auprès des élus locaux, Mettre en place un comité consultatif national composé des représentants des ministères, de l'assemblée nationale, de la société civile et des organisations paysannes et Rédiger un avant projet de LOA*) qui invitent les participants aux consultations à devenir des portes flambeaux de ce projet en tout lieu.

:

2.3 Présentation de l'agriculture dans les différentes communes

Selon les conseillers municipaux qui participent aux consultations l'économie des communes est principalement agricole. L'agriculture contribue à plus de 42 % de la formation du PIB des communes (SNI). Les principales cultures commerciales sont le cacao, le café, le tabac, le coton et les bananes pour les cultures de rentes et le macabo, manioc maïs, légumes pour les cultures vivrières. Selon les conseillers, les communes ne disposent pas d'une politique agricole véritable. Ces élus ont dit que la décentralisation est une occasion rêvée pour corriger cette omission dans les stratégies des communes. Les élus locaux ont par ailleurs déploré la taxation communale sur les produits agricoles alors qu'il n'existe pas de rubrique investissement à l'agriculture dans le budget communal.



Cette présentation a enregistré de très nombreuses réactions :

- **Littoral** : comment intégrer les jeunes agriculteurs dans les plan communaux ?
- **Ouest** : les communes ne sont pas autonomes dans leur budgétisation, comment introduire le volet investissement ou encadrement agricole dans le budget communal sans le quitus du MINADT
- **Sud** : les élites procèdent à la mise en place de vastes espaces agricoles par acquisition des terres auprès des paysans, comment réduire ou contrôler cette agriculture des élites ?



Une suggestion a sanctionné cette phase de questionnement. Il faudra, dans le cadre de l'élaboration de la Loi, organisation de session de dialogue pour chaque question et faire la synthèse sous forme de proposition qui pourront servir de contenu à la Loi.

2.4 Rédaction de la déclaration des conseillers

Les conseillers ont marqué leur adhésion au plaidoyer à travers la rédaction d'une déclaration régionale. Pour le faire, les élus locaux dans cette régions ont parcouru les points de débat et de questionnement, et à chaque point ils ont transformé la réponse ou la proposition en en contenu de la déclaration. Voir annexes

2.5 Désignation de 03 délégués à la consultation nationale

La région du Littoral et la Région de l'Ouest ont désigné leurs délégués pendant la consultation. La région du Sud a eu des difficultés à le faire. Les conseillers présents ont souhaité le faire plus tard.

Région	Commune	Nom et Prénom	Contacts
Littoral	Melong	Mme Kamgue Rebecca	77 25 62 71
	Mouanko	Nzene dieudonné	
	Pouma	Bakaba Jean	99756608
Ouest	Bafoussam	Mme Nguefang Nguefor Hortensia	77832671 ngeforhortensia@yahoo.fr
	Mbouda	Tchinda Paul	77819521
	Bafoussam	Tanffo Abraham	96403563
Sud			
	Biyan	Bikié bernadette	94582541
	Zoétélé	Eyamo Ateba Protais	22123633/96197826
	kilzok	Eboé Minomo Joseph	74249765

